



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Irlande – T3 2026

Une publication du SE de Dublin
3^e trimestre 2026

Sommaire

A la une	2
Croissance et activité économique	4
Finances publiques & services financiers	4
Commerce international et investissement	6
Épargne, inflation et marché du travail	7
Industrie, numérique et innovation	8
Défense, sécurité et spatial	9
Logement	10
Energie, environnement et climat	11
Infrastructures et transport	12
Actualités du Service Economique	14

A la une

LE CHIFFRE A RETENIR

9,5 Mds EUR

*L'excédent budgétaire prévu
par le gouvernement irlandais
pour 2027*

EDITO DU CSE. Le gouvernement irlandais a présenté début octobre un projet de budget en ligne avec ce qu'il avait annoncé lors de son *Summer Economic Statement* de juillet. Au programme : un paquet de mesures de 8,6 Mds EUR, comprenant 7,1 Mds EUR de nouvelles mesures, dont 6 Mds EUR de dépenses courantes et 1,1 Mds EUR de dépenses d'investissement, et 1,5 Mds EUR de coupes fiscales. Si ce projet de budget a été présenté comme tourné vers la classe moyenne avec notamment un relèvement des seuils de l'impôt sur le revenu, il se montre également relativement restrictif : si la hausse de 6,4% des dépenses dépasse – une fois encore – le seuil de 5% que le gouvernement irlandais tente de s'imposer, il s'agit tout de même de la plus faible croissance des dépenses publiques depuis le Covid. Pourtant, le gouvernement irlandais prévoit une augmentation de 40% de l'excédent budgétaire, à 9,5 Mds EUR, portée par la hausse de 8% des recettes fiscales. Le gouvernement irlandais est en réalité peu confiant dans ses projections : l'excédent budgétaire pour 2026 a été revu à la baisse à 6,7 Mds EUR, contre 9,2 Mds EUR prévus il y a 6 mois. Le gouvernement, qui ne souhaite pas envoyer de mauvais signal aux investisseurs à l'heure où les taux d'emprunt des Etats s'envolent (même en Irlande, malgré un taux de dette public à 63% du GNI*) souhaite donc serrer la vis, malgré les marges budgétaires affichées : le Ministre de la Dépense Publique Jack Chambers a appelé ses homologues à une meilleure gestion, mettant en place un groupe de travail sur l'efficacité de la dépense publique. L'incertitude demeure en réalité surtout du côté des revenus de l'Etat, où la volatilité des recettes d'impôts sur les sociétés, très concentrés autour de quelques entreprises, pose un risque important sur l'équilibre budgétaire : ajusté des recettes de l'impôt sur les sociétés jugées « tombées du ciel », le budget 2027 se retrouverait déficitaire à hauteur de 13,4 Mds EUR, un déficit sous-jacent deux fois plus élevé qu'en 2025.

TABLEAU DE BORD

Croissance du PIB

(T2 2026 g.a.) :

+3,4%

Croissance de la *Modified Domestic Demand*

(T2 2026 en g.a.) :

+1,7%

Inflation (IPCH)

(Septembre 2026 g.a.) :

+3,8%

Taux de chômage

(Septembre 2026) :

5,0%

Indice annuel des prix d'accès à la propriété (Août 2026 g.a.) :

+3,9% (Dublin)

+6,2% (hors Dublin)

Volume des ventes de détail

(Août 2026 g.a.):

+4,3%

Croissance et activité économique

L'Irlande sort de sa récession technique

Après être entrée en récession au T1 2026, l'économie irlandaise a renoué avec un taux de croissance du PIB positif au T2 2026 (+10,2% en g.t) d'après les données du Central Statistics Office (CSO), qui avait d'abord estimé cette hausse à +3,9%. Une telle révision a des répercussions directes sur les chiffres de la zone euro, dont le taux de croissance du PIB passe de +0,4% à +0,6% au T2 2026 (en g.t), ce qui en fait la plus forte accélération trimestrielle depuis plus d'un an. Ces évolutions récentes ne devraient cependant pas empêcher l'Irlande de connaître un taux de croissance de son PIB négatif en 2026 (-4,2% en g.a au T2 2026 ; -1,4% estimé sur l'ensemble de l'année) d'après les dernières estimations de la Central Bank of Ireland (CBI), suite à la forte croissance du PIB en 2025 (+8%), tirée par les exportations. Il devrait ensuite augmenter de nouveau pour atteindre +4,3% en 2027 comme en 2028.

L'activité économique domestique poursuit son expansion, mais demeure volatile

Si la MDD (Modified Domestic Demand) enregistre une croissance de +1,7% en g.a au T2 2026, elle enregistre toutefois une baisse notable par rapport aux +4,5% en g.a enregistrés lors du T1 2026. Cette volatilité de la MDD s'explique par sa composante la plus fluctuante, le *Modified Investment* : là où il comptait pour 3 points de pourcentage sur les 4,5% enregistrés au trimestre précédent, il ne compte plus que pour 0,3 pp au T2 2026. Les investissements modifiés ont ainsi augmenté de +1,4% en g.a, avec les investissements en machines et équipements modifiés, dominés par les multinationales, ayant progressé de 24%, reflétant d'importants investissements liés à l'intelligence artificielle et aux centres de données. Cela marque la poursuite d'une tendance observable depuis 2023, année où cette activité a commencé à connaître une forte hausse. Alors que la consommation privée compte pour 1,5 pp dans la hausse totale de la MDD, les dépenses publiques ont un impact négatif, contribuant de -0,1 pp à la MDD, les investissements publics dans le BTP ayant reculé de -6,9% en g.a au T2 2026.

Finances publiques & services financiers

Un budget 2027 relativement restrictif

Le paquet budgétaire présenté par le gouvernement début octobre s'élève, comme annoncé dans l'Enoncé Economique d'été, à 8,6 Mds EUR - composé de 7,1 Mds EUR de nouvelles dépenses et 1,5 Md EUR de coupes fiscales. Il s'agit du budget le plus restrictif de la période post-Covid, dans un contexte de croissance dynamique, de forte inflation (4,1% en septembre, le niveau le plus élevé depuis 3 ans) et de risque de dérapage des dépenses courantes, notamment dans la santé et l'éducation (les dépenses ont

augmenté de +7,7% au cours des 3 premiers trimestres). L'excédent budgétaire, bien que revu à la baisse, devrait atteindre 6,7 Mds EUR en 2026 (1,1% du PIB et 1,9% du GNI*) et repartir à la hausse en 2027, à 9,5 Mds EUR (1,3% du PIB et 2,5% du GNI*), grâce à une augmentation prévue de +8% des recettes et de +6,4% des dépenses par rapport au Budget 2026. Les nouvelles dépenses sont réparties entre un paquet de 6 Mds EUR de nouvelles dépenses courantes, dont le gouvernement souhaite limiter la croissance, et un autre paquet de 1,1 Md EUR de dépenses d'investissement, visant à faire face à la crise des infrastructures.

Le Savings and Investments Account (SIA) se précise.

Dans le cadre du budget, le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances S. Harris a présenté les contours du SIA, qui représente une priorité pour mieux rémunérer l'épargne des Irlandais. L'instrument financier, qui s'inspire des exemples suédois et britannique, devrait ainsi comprendre un seuil d'exonération fiscale de 50 000€ en dessous duquel aucun impôt ne sera dû – un taux d'imposition de 1 % devrait s'appliquer à la valeur du compte dépassant ce seuil – et un plafond de cotisation de 12 000€ par an. Il est également à noter que le régime fiscal actuel, y compris la *deemed disposal rule* (règle de cession présumée) très décriée par l'écosystème financier irlandais, ne s'appliquera pas à ces comptes. Les placements éligibles incluront les actions cotées, les obligations, les instruments financiers réglementés et les fonds, y compris les ETF, tandis que les cryptomonnaies et les produits dérivés ne seront pas autorisés. Parmi les acteurs qui devraient être en mesure de proposer un SIA à leurs clients, on retrouve les banques domestiques irlandaises AIB et Bank of Ireland, la néo-banque Revolut et d'autres acteurs financiers tels que Trading212, Lightyear, IG Group ou encore EToro.

Le gouvernement irlandais a lancé sa *National Anti-Money Laundering Strategy*

Parmi les réformes principales annoncées en août figurent notamment le renforcement des règles de lutte contre le blanchiment d'argent applicables aux crypto-actifs et aux transferts de cryptomonnaies, la mise en œuvre en Irlande du nouveau paquet législatif de l'Union européenne en matière de lutte contre le blanchiment d'argent, et la consolidation le partage de renseignements entre les ministères, la police irlandaise (An Garda Síochána), l'administration fiscale (Revenue), la cellule de renseignement financier (FIU Ireland), le Bureau des avoirs criminels (Criminal Assets Bureau), la Banque centrale et les institutions financières. Une telle déclaration fait également écho à une étude menée par PwC Ireland et publiée fin juillet 2026 montrant que seules 43% des entreprises financières irlandaises sont pleinement préparées aux nouvelles règles européennes en matière de lutte contre le blanchiment d'argent telles qu'elles doivent entrer en vigueur d'ici juillet 2027

Commerce international et investissement

Les exportations irlandaises reviennent à la normale après l'épisode de *front-loading* de l'année dernière.

Les exportations irlandaises de biens ont connu une baisse de -30,4% au S1 2026 par rapport au S1 2025, liée à la chute des exportations de produits pharmaceutiques (-55,1% g.a), et notamment des polypeptides, utilisés dans le traitement du diabète et de l'obésité : la valeur des exportations pour le S1 2026 s'est élevée à 0,52 Md EUR, contre 42 Mds EUR au S1 2025, période durant laquelle les importateurs états-uniens constituaient des stocks en prévision de l'imposition de droits de douane par l'administration Trump (phénomène de « *front loading* »). Le commerce extérieur irlandais est cependant rattrapé par les échanges de services, dont les exportations, portées notamment par une bonne dynamique dans les échanges de services informatiques, ont augmenté de +6,8% au S1 2026 en ga.

Les importations irlandaises de puces électroniques atteignent leur plus haut niveau depuis 20 ans.

Les importations irlandaises de biens ont totalisé 75,6 Mds EUR au S1 2026, soit une hausse de +12,1% en ga. Cette hausse est en large partie tirée par les importations de machines de haute technologie indispensables à la fabrication de puces semi-conductrices et ayant atteint en juillet leur plus haut niveau depuis 20 ans. Les importations irlandaises de machines utilisées dans la production de semi-conducteurs ont ainsi atteint 788 M EUR en juillet 2026, soit plus du triple du mois précédent. La majeure partie des importations du pays provenait du Japon (457 M EUR) et des États-Unis (237 M EUR). Cette évolution suggère que l'investissement d'Intel de 5 Md€ annoncé avant l'été – dans le cadre duquel le géant de la fabrication de puces s'est engagé à augmenter sa production de processeurs de haute technologie utilisés dans les PC et les centres de données – commence à prendre de l'ampleur.

L'Irlande adopte la loi relative aux territoires occupés.

L'Irlande a adopté en juillet 2026 une loi interdisant l'importation de marchandises en provenance des colonies de peuplement de Cisjordanie et de Jérusalem-Est. Le texte modifie la loi douanière de 2015 (Customs Act) pour filtrer les produits via les codes postaux de l'Accord d'association UE-Israël, mais son application effective reste suspendue à un décret ministériel en raison de complexités techniques. La portée économique du dispositif demeure restreinte par l'exclusion finale des services. Cette décision préserve l'activité des multinationales basées en Irlande et limite l'impact financier à moins d'un million d'euros annuels, conférant à la loi une dimension essentiellement symbolique selon le Premier ministre Micheál Martin.

Épargne, inflation et marché du travail

Le niveau d'épargne des Irlandais, revu à la hausse, est le plus élevé de la zone euro.

L'estimation provisoire pour le deuxième trimestre 2026 situe le taux d'épargne corrigé des variations saisonnières à 19,9 %, contre 19,1 % au premier trimestre, la croissance des revenus ayant dépassé celle de la consommation : un niveau largement revu à la hausse par rapport aux estimations de 2025, avec un taux d'épargne moyen de 12,9%. L'Irlande affiche désormais le taux d'épargne des ménages le plus élevé parmi les pays de la zone euro ayant communiqué leurs données. Environ la moitié de cette épargne est désormais consacrée à l'investissement immobilier, qui comprend les logements et les travaux d'amélioration soit plus du double de la part enregistrée en 2019 et le niveau le plus élevé depuis 2008.

L'inflation s'est établie à 3,8% en septembre 2026, en g.a, son plus haut niveau en trois ans.

Les secteurs ayant enregistré les plus fortes hausses au cours des 12 mois ont été les services d'éducation (+8,9 %), le logement, l'eau, l'électricité, le gaz et les autres combustibles (+8,5 %) et les transports (+5,4 %). D'après les estimations de la Central Bank of Ireland (CBI), l'inflation devrait atteindre, en moyenne, 3,4% sur l'année 2026, pour ensuite passer à 3,1% en 2027 et à 2,0% en 2028. Les hypothèses techniques relatives aux prix de l'énergie laissent désormais entrevoir une trajectoire des prix du pétrole légèrement inférieure à celle envisagée précédemment, partiellement compensée par une révision à la hausse des prix du gaz et de l'électricité en gros. Les prix de l'énergie devraient augmenter de +10,3% en 2026, tandis que l'inflation des biens industriels non énergétiques (NEIG) continue de s'accélérer sous l'effet des changements méthodologiques intervenus cette année.

En septembre 2026, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'élevait à 5,0%.

Le taux de chômage demeure inchangé depuis juillet et stable par rapport aux 4,9% enregistrés il y a un an. Le taux de chômage des personnes âgées de 15 à 24 ans s'élevait à 12,3%. L'enquête sur la population active du T2 2026 fait état d'une croissance de l'emploi de +0,8% en g.a. Bien que l'emploi se soit redressé au T2 2026, la croissance pour l'ensemble de l'année devrait rester inférieure aux taux observés précédemment. Le taux d'emploi devrait ainsi progresser de +1,2% cette année, avant de remonter à +2,1% en 2027. Les perspectives en matière de chômage restent globalement inchangées par rapport aux estimations précédentes, avec une légère hausse du taux de chômage annuel moyen prévue pour 2026, à 5,1 %, et un taux de 5,2 % prévu pour 2028.

Industrie, numérique et innovation

Intel investit 5 Mds EUR en Irlande pour soutenir l'essor de l'IA.

Le géant américain des semi-conducteurs a annoncé un plan d'investissement majeur de 5 milliards d'euros sur son campus de Leixlip, près de Dublin, son seul site de production en Europe, afin d'adapter ses capacités de production à l'intensification de la demande mondiale liée à l'intelligence artificielle. Si cet investissement ne prévoit pas la construction de nouvelles installations, il servira à moderniser les systèmes existants afin de doubler la production de Xeon 6, processeurs de pointe conçus pour une densité de calcul maximale et une grande efficacité énergétique dans le cloud et l'IA. Cet engagement massif confirme le rôle central de l'Irlande dans la stratégie d'expansion internationale du groupe américain, qui s'appuie sur un soutien public et un écosystème hautement spécialisé.

L'Irlande se classe au premier rang européen et au troisième rang mondial pour l'usage et l'adoption de l'intelligence artificielle selon Microsoft.

Cet engouement massif pourrait générer un gain de productivité estimé à 60 milliards d'euros pour l'économie nationale, ainsi qu'une création de postes liés à l'IA jusqu'à trois fois plus rapide que dans les pays voisins, attirant des acteurs majeurs comme Anthropic. Le rapport montre que 63 % des salariés irlandais utilisent désormais des outils d'IA au travail, contre 56 % en 2025, tandis que 76 % d'entre eux considèrent l'IA comme une opportunité économique majeure pour l'Irlande.

La Commission irlandaise de protection des données (DPC) a notifié Google d'une amende de 403 M EUR.

Cette notification est liée à la non-conformité du géant américain au RGPD concernant le traitement et la rétention des données de géolocalisation. Cette sanction s'accompagne d'une injonction d'interdiction visant l'extraction des données issues des messageries privées (notamment WhatsApp) aux fins d'entraînement des modèles d'intelligence artificielle. Cette décision intervient plus d'un an après l'amende de 530 M€ infligée par la DPC à TikTok pour violation des dispositions du RGPD concernant la protection des données personnelles des mineurs et les transferts de données. Néanmoins, l'efficacité financière nette de ces sanctions reste limitée par les exigences de confirmation judiciaire et la multiplication des voies de recours : sur l'ensemble des amendes prononcées par la DPC depuis 2018, seuls 0,6 % des montants (soit environ 20 M€) ont été perçus à ce jour.

L'Irlande renforce le cadre réglementaire applicable aux technologies destinées aux mineurs.

Sur le plan législatif, l'encadrement des technologies ciblées vers les mineurs s'intensifie avec le dépôt au Parlement (Dáil) d'un projet de loi visant l'interdiction des chatbots d'IA « compagnons » pour les moins de 16 ans afin de prévenir la manipulation émotionnelle et la dépendance sociale. Déposé par le député Malcolm Byrne (Fine Gael/PPE), ce texte propose d'amender la législation irlandaise sur la sécurité en ligne

(*Online Safety and Media Regulation Act*) pour contraindre les plateformes à intégrer des mesures de protection strictes dès la conception (*safety by design*).

Défense, sécurité et spatial

Thales remporte un contrat de 500 M EUR en Irlande pour des livraisons de radars militaires.

Dans le cadre du renforcement de ses capacités de surveillance spatiale et aérienne, l'Irlande a officialisé la commande d'un système de radar militaire terrestre à longue portée auprès de la Thales pour un montant de 500 M EUR. Néanmoins, la concrétisation de cet accord s'inscrit dans un contexte de rigueur stricte imposée aux Forces de défense, sommées de réaliser plusieurs millions d'euros d'économies d'urgence. Ces coupes budgétaires suscitent de vives inquiétudes au sein du commandement de la Marine, alors même que les services de sécurité européens font état d'une augmentation préoccupante des signalements d'activités de drones hostiles.

L'Irlande modernise son renseignement face aux standards de sécurité de l'Union européenne.

Sur le plan de la sécurité nationale, les évaluations conduites par les experts du International Security Programme de la Dublin City University (DCU) soulignent un retard de plusieurs décennies de l'Irlande par rapport aux standards européens en matière de collecte de renseignement et de contribution à la sécurité collective de l'UE. Afin de consolider son réseau d'information et d'influence stratégique, l'État a procédé à la nomination de trois nouveaux attachés de défense au sein de ses missions diplomatiques à Londres, Paris et Washington DC.

L'Irlande officialise sa *National Cyber Security Strategy 2030*

Ce troisième cadre directeur modifie l'approche de 2019 en faisant évoluer la gestion des incidents vers une posture de défense plus proactive face aux risques géopolitiques actuels. La vision de cette stratégie 2030 est de bâtir une infrastructure numérique sécurisée et résiliente pour protéger l'Irlande, stimuler l'innovation et développer un écosystème cyber fort. Cette transition repose sur le développement d'un Réseau National de Détection (National Detection Network) destiné à identifier les cyberattaques en temps réel, ainsi que l'établissement d'un Hub Cyber National (National Cyber Hub) et le déploiement de nouveaux Services Nationaux de Cyberdéfense (National Cyber Defence Services). Parallèlement, la stratégie intègre les nouvelles législations européennes sur la cybersécurité. L'application de la directive européenne NIS2 crée un cadre réglementaire obligatoire applicable aux chaînes d'approvisionnement, aux administrations publiques et aux technologies grand public. Enfin, la stratégie prévoit la mise en place d'un Centre d'excellence de recherche en Cybersécurité (Cyber Security Research Centre of Excellence) afin de développer les compétences et l'innovation technologique locales.

Logement

L'Irlande enregistre l'un des taux d'inflation des prix de l'immobilier les plus faibles de la zone euro, mais l'achat reste inaccessible pour les primo-accédants.

Le marché immobilier irlandais commence à montrer des signes de ralentissement, sous l'effet de la hausse des coûts d'emprunt et des limites du pouvoir d'achat des ménages. Selon Eurostat, les ventes de logements ont progressé de 3,6 % en 2025, contre 5,8 % en 2024, une hausse inférieure à la moyenne européenne (+4 %). L'Irlande enregistre l'un des taux d'inflation des prix de l'immobilier les plus faibles de la zone euro. Selon Daft.ie, les prix de vente convenus n'ont augmenté que de 0,8 % à Dublin, leur plus faible progression depuis six ans, tandis que les prix ont reculé de 5,2 % sur un an. L'écart entre le prix auquel un bien est mis en vente et le prix finalement obtenu s'est également fortement réduit : il est désormais de 2,6%, contre 6,8% en 2024. Les prix restent néanmoins 44 % supérieurs à leur niveau d'avant Covid. À Dublin, une maison mitoyenne de trois chambres coûte en moyenne 635 000 €, alors qu'un couple gagnant deux salaires moyens ne peut, selon les règles actuelles d'emprunt, financer qu'environ 484 000 € avec un apport de 10 %.

L'Irlande affiche un rythme de construction record, avec des logements neufs parmi les plus performants d'Europe sur le plan énergétique.

Selon un rapport de Goodbody, l'Irlande connaît le rythme de construction de logements le plus élevé d'Europe, lorsqu'il est rapporté à la population. Alors que la construction de logement diminue dans le reste de l'Europe, le Ministre du Logement James Browne affirme qu'en Irlande le nombre de logements achevés avait augmenté de 40 % entre 2022 et 2026. Le nombre de logements achevés a dépassé les 36 000 unités en 2025 et devrait presque atteindre 40 000 en 2026. Cela représente environ sept logements pour 1 000 habitants, contre une moyenne européenne d'environ trois. C'est toutefois encore loin des 50 000 par an nécessaires pour atteindre les objectifs gouvernementaux de 300 000 logements construits entre 2025 et 2030. Par ailleurs, l'Irlande construit les logements neufs les moins énergivores d'Europe : ils affichent généralement une consommation d'énergie primaire non renouvelable comprise entre 32 et 40kWh par m2 et par an (54kWh dans le reste de l'UE).

En 2026, l'Etat dépensera 11,8 Mds EUR pour soutenir le marché immobilier.

Selon une enquête du *Business Post*, l'Etat irlandais consacrera un total de 11,8 Mds EUR en 2026 à plus de 40 dispositifs destinés à soutenir directement le marché du logement. Ce montant inclut notamment les aides au logement, les dispositifs d'accèsion à la propriété, les mesures fiscales et les financements publics destinés à stimuler la construction. L'enveloppe se répartit entre 6,5 Mds EUR de dépenses consacrées aux programmes de logement, 1,3 Md EUR de mesures fiscales et 4 Mds EUR de capitaux mobilisés par les organismes semi-publics.

Energie, environnement et climat

L'Irlande affiche l'un des taux les plus élevés d'Europe d'incendies de forêt touchant des sites naturels protégés.

Selon une enquête transfrontalière du Mediterranean Institute for Investigative Reporting (MIIR) et du réseau EDJNET, dont fait partie *The Journal Investigates*, plus de 31 000 hectares ont brûlé en Irlande entre 2015 et 2025, dont 16 910 hectares situés dans des zones Natura 2000 protégées, soit 54 % des surfaces brûlées, contre 30,1 % en moyenne dans les 26 pays européens étudiés. L'analyse recense 300 incendies sur la période, principalement dans l'ouest et le sud-ouest. Coillte, entreprise forestière commerciale publique, indique, par ailleurs, que plus de 300 incendies ont touchés ses terrains depuis 2021, endommageant plus de 2500 hectares de forêts et de terres associées. L'activité humaine est considérée comme la principale cause (brûlages agricoles incontrôlés, feux de camp, barbecues ou incendies volontaires). Les incendies irlandais touchent surtout les tourbières, les collines couvertes de bruyère, les broussailles et autres terrains accidentés des régions montagneuses. L'absence de base de données nationale centralisée complique toutefois l'évaluation globale du coût des incendies et des dépenses de prévention.

Les énergies renouvelables représentent la moitié de l'électricité produite en Irlande mais 10% est perdue à cause des contraintes du réseau.

Les énergies renouvelables ont représenté 17,2 % de la consommation d'énergie de l'Irlande en 2025, l'un des taux les plus faibles de l'UE, alors que la moyenne européenne est de 26,2 %. Toutefois, selon le CSO, en 2025, elles ont compté pour la moitié de l'électricité produite dans le pays, soit 29 335 GWh : l'éolien a généré 11 782 GWh (40 % de la production totale, +3 % sur un an), tandis que le solaire a produit 1 101 GWh (+51 % en un an) et la capacité solaire installée a atteint 3 GW en août 2026. Néanmoins, en 2025, près de 10% de l'électricité renouvelable produite en Irlande n'a pas pu être utilisée en raison de contraintes de réseau, obligeant certains producteurs à réduire, voire d'arrêter, leur production. EirGrid prévoit d'investir 6 Mds EUR pour renforcer 1000 km de lignes électriques existantes et en construire de nouvelles, en complément d'un investissement de 18,9 EUR dans les réseaux électriques déjà approuvé.

Gas Networks Ireland raccorde son premier site producteur de biométhane.

Gas Networks Ireland (GNI) a raccordé au réseau national l'usine de biométhane de Bia Energy, située dans le comté de Dublin. Cet investissement de 90 M EUR constitue le premier raccordement direct d'un producteur de biométhane au réseau de GNI. GNI a signé des accords de raccordement avec sept producteurs de biométhane, dont deux ont depuis été effectivement raccordés au réseau : College Group Biomethan Plant, dans le comté de Meath (35 M EUR), et Central Grid Injection Facility, dans le comté de Dublin (32 M EUR). Ces projets doivent contribuer à atteindre l'objectif national de couvrir 10% de la demande de gaz par le biométhane d'ici 2030.

Les centres de données ont consommé 23% de l'électricité irlandaise en 2025, et autant d'eau que 18,5% des logements irlandais.

Les centres de données représentent désormais 23% de la consommation électrique nationale et leur demande d'électricité a atteint 1 000 MW, franchissant le seuil de sécurité au-delà duquel une chute brutale de la consommation peut accroître le risque de panne du réseau. De nouvelles règles approuvées par la *Commission for Regulation of Utilities* (CRU), régulateur de l'énergie, leur imposeront de rester connectés lors des perturbations de courte durée, à compter de fin octobre 2026.

De plus, selon une étude de Maynooth University, University College Dublin et de l'Universitat Autònoma de Barcelona, leur consommation aurait atteint 46 Mds de litres d'eau, soit l'équivalent de celle de 18,5 % des logements irlandais. Leur empreinte hydrique totale liée à la consommation d'électricité s'élèverait à 125,9 M de litres d'eau par jour en 2025. Néanmoins, l'absence de transposition de la directive européenne sur l'efficacité énergétique, dont l'échéance était fixée à octobre 2025, limite la transparence des données.

Infrastructures et transport

77 % des actions du plan d'action « Accelerating Infrastructure » ont été réalisées.

106 des 138 mesures recommandées pour accélérer les projets d'infrastructure en Irlande ont été mises en œuvre à la fin du T3 2026. Ces mesures comprennent notamment le plafonnement des frais juridiques liés aux recours environnementaux et l'adoption du *Critical Infrastructure Act*. Ce dernier a permis l'identification de neuf projets dans les secteurs de l'énergie (dont l'interconnecteur North-South), des transports (MetroLink de Dublin, le programme ferroviaire de la région de Cork, le contournement routier de Galway) et de l'eau (comme le projet de pipeline entre Dublin et Shannon, et le Greater Dublin Drainage Project).

L'Irlande lance les appels d'offres pour le MetroLink de Dublin, dont le coût ne cesse de grimper

Le gouvernement irlandais a autorisé le lancement des appels d'offres pour la construction et l'exploitation de MetroLink, la future ligne ferroviaire entre l'aéroport et le centre de Dublin. Le coût du projet est désormais estimé entre 14,44 et 17,49 Mds EUR, contre 9,5 Mds dans les prévisions de 2022. Fin 2026, les dépenses devraient atteindre 750 M EUR. Alors que le gouvernement avait déjà alloué 2 Mds € au projet, le budget a été augmenté de 6 Mds € d'ici 2030 pour commencer les travaux. Les travaux préparatoires doivent débuter en 2027, les tunnels et stations étant prévus à partir de 2028, pour une mise en service vers 2036-2037. Le gouvernement prévoit un partenariat public-privé pour environ un quart du projet et travaille avec la Banque européenne d'investissement sur son financement.

Le projet devrait mobiliser jusqu'à 8 000 travailleurs, et 500 M EUR pourraient être consacrés à la construction de logements pour 2 000 d'entre eux. Par ailleurs, un contrat de 550 M EUR sur 12 ans a été attribué au consortium d'ingénierie et de conseil Jacobs-

Aecom pour superviser le projet. MetroLink devrait contribuer à la construction d'environ 77 000 logements le long du tracé, voire jusqu'à 200 000 dans le Grand Dublin grâce à son intégration au réseau de transports publics.

Le volume de fret ferroviaire de l'Irlande est le plus faible de l'UE.

Selon Eurostat, l'Irlande a enregistré en 2025 la plus forte baisse du transport ferroviaire de marchandises dans l'Union européenne, avec un recul de 35,2 % par rapport à 2024. Le transport ferroviaire de marchandises en Irlande s'élevait à 0,03 tonne par habitant. À titre de comparaison, le volume de marchandises transportées par rail en Autriche s'élevait à 10 tonnes par habitant. Dans l'ensemble de l'UE, le transport ferroviaire de marchandises a diminué de 1,8 %, pour atteindre 368,2 Mds de tonnes-kilomètres, marquant ainsi une quatrième année consécutive de baisse. L'Allemagne, suivie par la Pologne et la France sont les principaux contributeurs au transport ferroviaire de marchandises dans l'UE, représentant un tiers du total européen.

Brittany Ferries renforce son offre passagers entre Rosslare et Cherbourg.

A partir de mars 2027, Brittany Ferries renforcera son offre destinée aux passagers sur la liaison Rosslare-Cherbourg, en remplaçant le ferry Norbay, actuellement affrété temporairement et principalement dédié au transport de marchandises, par le Wexford. Doté de 146 cabines, 130 places pour voitures et 2 500 mètres linéaires de fret, le nouveau navire doit renforcer l'offre touristique tout en maintenant la capacité de transport de marchandises. La compagnie prévoit jusqu'à sept allers-retours hebdomadaires entre Rosslare et Cherbourg, auxquels s'ajoutent les liaisons Rosslare-Bilbao et Cork-Roscoff. Cette annonce intervient alors que Brittany Ferries prévoit également de mettre fin au transport de veaux irlandais vers le continent, potentiellement avant la saison de vêlage 2027.

Actualités du Service Economique

Présidence irlandaise du Conseil de l'Union européenne



S. E. Céline Place accompagnée de Christian Noyer, Gouverneur honoraire de la Banque de France



Visite d'Egis, acteur majeur des infrastructures de transport en Irlande

Depuis le **1^{er} juillet**, l'Irlande assure la Présidence de l'Union européenne. Le SE de Dublin a accueilli de nombreuses délégations et a organisé des séquences bilatérales qui mettaient en avant la présence française en Irlande. Ce début de présidence a notamment été marqué par les visites de **Sébastien Martin**, Ministre de l'Industrie, les 9 et 10 juillet, de **Françoise Gatel**, Ministre de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation de France Ministre, du 14 au 16 septembre, de **Roland Lescure**, Ministre de l'Economie et des Finances, du 17 au 19 septembre, puis de **Maud Bregeon**, Ministre déléguée chargée de l'Energie, du **28 au 30 septembre**.

La visite du ministre chargé des Transports, Philippe Tabarot, les **20 et 21 septembre**, s'est quant à elle accompagnée d'une visite du Tunnel de Dublin opéré par Egis, un acteur majeur des infrastructures de transport en Irlande. Egis assure notamment la gestion et la maintenance de 470 km d'autoroutes nationales et de l'ensemble des tunnels routiers du pays.

Rencontre à Cork avec Brittany Ferries et le Commissaire européen Michael McGrath



S. E. Céline Place
et le Commissaire européen Michael McGrath

Le **12 septembre**, le SE de Dublin a pris part au traditionnel déjeuner annuel de « reprise des affaires » à bord du Pont-Aven, navire de la compagnie Brittany Ferries. Organisé conjointement par la Chambre de commerce France-Irlande et la Chambre de commerce de Cork, cet événement rassemble depuis 35 ans les entreprises françaises implantées en Irlande pour lancer la rentrée économique. Cette édition s'est déroulée en présence du Commissaire européen, Michael McGrath, qui a salué l'importance des relations franco-irlandaises. La rencontre a permis de réaffirmer le rôle stratégique de Cork comme porte d'entrée maritime et commerciale majeure entre les deux pays.

Inauguration de l'« AI Factory Antenna » irlandaise



*Inauguration de l'« AI Factory Antenna»,
Jean-Michel Portefaix, S.E. Céline Place,
James Lawless, Emilie Klander*

Le **1er juillet**, le SE de Dublin s'est rendu à l'inauguration de l'« AI Factory Antenna », en présence du ministre de l'Enseignement supérieur irlandais, James Lawless. Cet événement a mis en lumière les liens entre les personnalités de premier plan des écosystèmes irlandais et français de l'intelligence artificielle. Dirigée par l'ICHEC, l'antenne irlandaise de l'« AI Factory » établit un lien direct entre la France et l'Irlande, mettant en relation les innovateurs avec la « AI2F » Factory française, l'un des principaux pôles européens en matière d'IA, en partenariat avec la France via le GENCI.

Visite de Michel Barnier à l'occasion de la fête nationale du 14 juillet



*S.E. Céline Place, Taoiseach Micheál Martin,
Michel Barnier*

Le **14 juillet**, l'ancien Premier ministre français, Michel Barnier, s'est rendu en Irlande à l'occasion de la célébration de la fête nationale. Au cours de son déplacement, Michel Barnier s'est entretenu avec le Taoiseach, Micheál Martin, ainsi qu'avec la ministre des Affaires étrangères, Helen McEntee. Leurs échanges constructifs ont porté sur les priorités stratégiques de la Présidence irlandaise tout en saluant la solidité du partenariat bilatéral dicté par le nouveau Cadre stratégique conjoint France-Irlande 2026-2030. Cette visite forte a mis en exergue la participation quotidienne des entreprises, chercheurs et institutions au rayonnement économique français et la communauté d'affaires franco-irlandaise.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Dublin

maxime.auge@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : Service économique de Dublin

Abonnez-vous : gregoire.bourdais@dgtrésor.gouv.fr ; alais.diebold@dgtrésor.gouv.fr